

LA CONSTITUANTE À L'ŒUVRE...

La féodalité seigneuriale avait ses tares, ses vices. La tempête de 1789 en sonna le glas, et ce fut justice. Jusqu'en 1875, tous les régimes politiques qui lui succédèrent connurent, après leur virginité des premiers jours, une égale décomposition et la même fin sans gloire.

La III^e République, dont nous pouvons mieux mesurer le degré d'incapacité parce que nous l'avons connue, nous avait habitués au spectacle d'une incompétence et d'une corruption gangrenant, dans leurs moindres rouages, toutes les institutions. C'est dire que rien de ce qui se passe sous nos yeux ne saurait nous surprendre.

Aujourd'hui, c'est la IV^e République qui est sur le chantier. Fallait-il penser qu'à la faveur de ce vent de «renouveau» qui souffle sur le monde seraient balayées les ruines des institutions défaillantes?

Pouvait-on espérer, après le référendum, que serait assaini le bourbier dans lequel pataugent ceux qui prétendent réaliser, par la seule vertu des lois et des décrets, le bonheur de la nation tout entière? Absolument pas.

Cependant, il était courant qu'avec un peu d'optimisme l'électeur moyen et de bonne foi, s'en référant aux promesses faites par les candidats, et tenant compte de sa situation éminemment «révolutionnaire» (tout le monde l'a dit), pense qu'il allait y avoir, par la force des événements, quelque chose de changé dans les mœurs parlementaires et gouvernementales.

D'aucuns disaient que le Parlement qui, en 1940, prononça sa condamnation à mort, en intronisant Pétain, n'était que la branche pourrie d'un arbre qui avait été mal soigné, que les institutions ne s'écroulaient que par suite de certains vices de forme qu'il suffirait de supprimer.

C'est à l'Assemblée élue le 21 octobre qu'il revenait de nous prouver tout cela en dotant ce pays d'une nouvelle Constitution débarrassée des faiblesses de celle de 1875. Cette jeune Assemblée s'est à peine mise à l'œuvre qu'elle démontre déjà, plus que nous ne saurions le faire, sa ressemblance avec celle qui la précédait. Les dosages, les marchandages politiques sont, au Palais Bourbon, les mêmes en 1945 qu'avant 1940! Le mensonge y court sur toutes les lèvres; l'hypocrisie y avilit tous les esprits et la corruption en est la loi.

Le parlementarisme n'a pas changé, et la Chambre des Députés demeure, aujourd'hui comme hier, un repaire de malfaiteurs qui complotent contre la libération véritable des classes opprimées. (Nous ne croyons pas au contenu social des nationalisations.)

Dès leurs premières séances officielles, nous avons pu voir tous les nouveaux élus reculer devant les responsabilités pour leur parti de l'exercice du pouvoir et, pour ne pas compromettre l'avenir, s'en remettre au général de Gaulle pour assumer la charge de chef du gouvernement. Cette élégante solution rappelle étrangement celle qui, en 1940, permit à un maréchal de présider aux destinées de la France. C'est ainsi que l'on édifie les dictatures...

Les membres de cette docte Assemblée, peu embarrassés de considérations d'ordre moral, dont ils n'ont que faire, ont ainsi, d'un seul coup, fait table rase de toutes les belles promesses qui précédèrent leur élection. La raison profonde d'une telle attitude est que ces parasites, qui vivent du parlementarisme, ne croient plus eux-mêmes aux possibilités de réalisations de celui-ci. Les membres de la Constituante ne se

font aucune illusion sur l'efficacité de leur rôle; ils n'ignorent pas que le pouvoir politique qu'ils tentent de réglementer n'est que le domestique de la puissance économique, celle qui commande toutes les autres: le capitalisme. Ces pantins loqueteux savent que les changements qu'ils ont promis ne peuvent être que le fruit d'une révolution se traduisant par la destruction complète du capitalisme et de l'État.

Le régime de force qu'ils osent encore servir - et dont ils vivent, - leur cupidité leur interdit d'en dénoncer la nocivité. C'est pourquoi tous ces douteux personnages, après s'être mis en règle (par quelques démonstrations de luttes parlementaires) avec leurs électeurs, après avoir défendu - pour la forme - le «*programme*» qui les a fait élire, en viennent à se mettre d'accord pour se partager les profits d'une opération politique qui peut être avantageuse pour eux. Et, tranquillement, tout ce beau monde prépare - chacun de son côté - le succès aux élections prochaines.

Tels sont les «*représentants*» du peuple! Tel est le ramassis d'aventuriers qui fait du Palais Bourbon - usine à discours inutiles - une étable dans laquelle on engrasse les bovins.

Nous sommes au siècle des grandes escroqueries; mais celle-ci dépasse toutes les autres. Néanmoins, elle ne prendra fin que lorsque la population travailleuse se décidera à détrôner elle-même tous les profiteurs de sa misère, que lorsqu'elle procédera elle-même à la transformation économique en s'emparant des moyens de production. Ce ne seront plus alors des discours, des promesses, mais, bien au contraire, la seule, la vraie Révolution Sociale.

LE LIBERTAIRE.
